

Unité départementale du Morbihan
34, rue Jules Legrand
56100 Lorient

Lorient, le 12/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Communauté de communes de Belle-Ile-en-Mer (CCBI)

Lieu-dit Haute Boulogne
56360 Le Palais

Références : GP/VLF/E/2026
Code AIOT : 0005512875

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/09/2025 dans l'établissement Communauté de communes de Belle-Ile-en-Mer (CCBI) implanté Centre d'enfouissement d'ordures ménagères de Stang Huete, lieu-dit Chubiguer à Le Palais (56360). L'inspection a été annoncée le 18/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques. (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Communauté de communes de Belle-Ile-en-Mer (CCBI)
- Centre d'enfouissement d'ordures ménagères de Stang Huete - lieu-dit Chubiguer - 56360 Le Palais
- Code AIOT : 0005512875
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site est une Installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) inscrite sous la rubrique 2760-2 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. L'installation ne reçoit qu'une partie des déchets produits sur l'île (ordures ménagères résiduelles, déchets de l'abattoir de la Communauté de communes de Belle Ile et de la station d'épuration), le restant étant envoyé sur le continent. Il bénéficie d'un arrêté préfectoral d'autorisation en date du 08 novembre 2019.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 11

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Schéma des réseaux	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 bis	Demande d'action corrective	2 mois
5	Respect VLE	Arrêté Préfectoral du 08/11/2019, article 4.3.9	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Ouvrages de rejet	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 14	Sans objet
3	Points de prélèvement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	Sans objet
4	surveillance	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 23	Sans objet
6	Transmission GIDAF	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Sans objet
7	Accréditation si AS non réalisée par l'exploitant	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	Sans objet
8	Contrôle de recalage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

En conclusion, quelques observations ont été formulées concernant la transmission au Service départemental d'incendie et de secours (SDIS) de la mise à jour des plans des réseaux et la transmission de la nouvelle convention de rejet avec une comparaison avec celle délivrée en 2019.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Schéma des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 bis
Thème(s) : Risques chroniques, Schéma des réseaux
Prescription contrôlée : I. L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense incendie comprenant au moins : ... - le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ; « - le plan de situation des réseaux de collecte, des bassins de rétention, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ; « - les plans des casiers en cours d'exploitation et des lieux d'entreposage de déchets, avec une description des dangers et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ; ... II. Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours. ...
Constats : Un plan de récolement de l'ensemble du site datant de 2014 a été présenté ainsi qu'un plan spécifique de 2021 lié à la constitution des casiers 2B et 2 C. Depuis 2021 aucune modification n'a été apportée aux réseaux en place. Le plan de 2021 n'est pas dans la boîte prévue pour les pompiers.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Les documents prévus pour les pompiers doivent être complétés par le plan de 2021 et transmis au SDIS
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Ouvrages de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 14

Thème(s) : Risques chroniques, Ouvrages de rejet

Prescription contrôlée :

Les points de rejet dans le milieu naturel des eaux de ruissellement sont en nombre aussi réduit que possible. Les ouvrages de rejet permettent une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. Ils sont aménagés de manière à réduire autant que possible les perturbations apportées au milieu récepteur aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation du milieu à proximité immédiate et à l'aval de celui, et à ne pas gêner la navigation.

Constats :

Les eaux pluviales sont rejetées derrière la zone de stockage et de transit des bennes.



Ouvrages de rejet

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Points de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50

Thème(s) : Risques chroniques, Points de prélèvement

Prescription contrôlée :

Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...). Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Constats :

Il existe deux points de prélèvements : un sur le rejet de lixiviats et un sur le rejet d'eaux pluviales. Les coordonnées de ces points sont fixées dans l'arrêté d'autorisation.

Le premier est aisément accessible, le second se trouvant à l'extérieur du site dans la pente du terrain naturel. L'exploitant, avant chaque prélèvement par la société SGS, le rend accessible par un débroussaillage des alentours du point de prélèvement et du chemin d'accès.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 23

Thème(s) : Risques chroniques, surveillance

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses rejets. Ce programme est détaillé dans l'arrêté préfectoral d'autorisation. Il comprend au minimum le contrôle des lixiviats, des rejets gazeux et des eaux de ruissellement, selon les modalités définies en annexe II.

Les résultats des mesures sont transmis à l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté, accompagnés des informations sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées, selon une fréquence déterminée par l'arrêté préfectoral d'autorisation.

...

Constats :

L'exploitant a mis en place un programme de surveillance de ses émissions dans les conditions fixées par l'arrêté d'autorisation comprenant les paramètres sur les rejets de substances dangereuses, le dernier arrêté datant du 08 novembre 2019. Les fréquences de mesures pour l'ensemble des paramètres du programme de surveillance sont respectées.

Les dépassements sont précisés et justifiés sur GIDAF et dans le rapport annuel d'activité.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Respect VLE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/11/2019, article 4.3.9

Thème(s) : Risques chroniques, Respect VLE

Prescription contrôlée :

Les lixiviats sont collectées et dirigées vers les filières de traitement prévues à l'article 4.3.4. Elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur seulement si elles respectent avant rejet les valeurs limites en concentration définies dans la convention de déversement du réseau de collecte de la station d'épuration urbaine.

Les dispositions du présent article s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L. 1331-10 du code de la santé publique.

<p>Toutefois, l'exploitant doit s'assurer que l'autorisation délivrée par la collectivité prend, au minimum, en compte les paramètres et fréquences d'analyse retenus dans le programme de surveillance mentionné au titre 8 (article 8.2.2.1 - eaux de ruissellement et lixiviats).</p> <p>...</p>
<p>Constats :</p> <p>Les valeurs limites sont respectées sauf pour les paramètres DCO, Azote et métaux totaux. Selon l'exploitant, les valeurs de rejets de ces paramètres sont conformes à la convention de rejet à la station d'épuration avec un débit 2 fois inférieur à celui imposé par l'arrêté d'autorisation.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre la nouvelle convention avec l'exploitant de la station d'épuration et préciser les différences entre celle-ci et celle définie lors de l'autorisation en 2019.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 6 : Transmission GIDAF

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Transmission GIDAF</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.</p> <p>La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.</p>
<p>Constats :</p> <p>A la dernière vérification, avant l'inspection, les résultats n'étaient pas saisis sur GIDAF. L'exploitant a depuis fait le nécessaire pour les saisir. Il est aujourd'hui à jour de ses saisies.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Accréditation si AS non réalisée par l'exploitant

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II
Thème(s) : Risques chroniques, Accréditation si AS non réalisée par l'exploitant
Prescription contrôlée : Les modalités de mise en œuvre du programme de surveillance ainsi que les prescriptions techniques pour la réalisation des opérations de prélèvement et d'analyse de substances dangereuses dans l'eau doivent permettre de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. Les préconisations et les normes énoncées dans le guide relatif à l'échantillonnage et à l'analyse des substances dans les rejets aqueux des ICPE, validé par le ministère en charge de l'environnement, sont réputées satisfaire à cette exigence.
Constats : La société SGS effectue tous les prélèvements et analyses imposées. Cette société est accréditée COFRAC.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Contrôle de recalage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle de recalage
Prescription contrôlée : Au moins une fois par an, les analyses sont effectuées par un laboratoire choisi en accord avec l'inspection des installations classées dans des conditions de déclenchement définies avec celle-ci. Ce laboratoire d'analyse devra être agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre analysé, il devra être accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA). Pour les analyses de substances dans l'eau, l'agrément d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.
Constats : Le contrôle de recalage n'est pas obligatoire, la société qui effectue tous les prélèvements et analyses est accréditée COFRAC.
Type de suites proposées : Sans suite